Italie : “L’euro a mis fin à l’état de grâce”

12/06/2012 à 6h00

***Francesco Saraceno, économiste à l’OFCE et spécialiste de l’Italie**, estime qu’un plan européen est nécessaire pour relancer la demande et sortir le pays de la récession.*

Avec une contraction de son produit intérieur brut de 0,8 % au premier trimestre, l’Italie s’enfonce un peu plus dans la récession. De quoi souffre-t-elle ?

L’économie italienne souffre de deux maux à la fois. D’une part, elle est touchée par la crise européenne – qu’elle a également contribué à créer -, d’autre part, elle est plombée par son manque chronique d’innovation, sur fond de système politique inefficace.

> ***Pendant les trente années qui ont précédé l’euro, une grande partie des ressources du pays ont été gaspillées, particulièrement par les entreprises, qui se sont protégées derrière les dévaluations de la lire pour ne pas réduire leurs coûts et améliorer leur compétitivité. Or, l’arrivée de l’euro a mis fin à cet état de grâce, faisant remonter à la surface tous ces problèmes structurels.***

C’est pourquoi cela fait quinze ans déjà que la croissance italienne est inférieure à celle de la zone euro. La politique d’austérité n’a fait qu’aggraver les choses, en enrayant la capacité du pays à soutenir les dépenses d’avenir, que ce soit dans les secteurs public ou privé. Preuve en est, les investissements ont baissé de 3,6 % au premier trimestre.

Pourtant, c’est le gouvernement Monti qui a décidé, à l’instar de plusieurs pays de la zone euro, de mener cette politique

d’austérité…

Comme la Grèce, l’Irlande ou l’Espagne, l’Italien’avait pas le choix. Cependant, il aurait fallu que cette démarche de consolidation des finances publiques se mette en place à l’échelle européenne, c’est-à-dire en coordination avec les politiques menées par les autres États européens.

Tout d’abord, il faudrait étaler dans le temps les mesures d’austérité, afin de minimiser les impacts récessifs à court terme. Par ailleurs, ces mesures devraient être soutenues par les pays du centre de la zone euro – comme l’Allemagne, la France ou l’Autriche – qui ont adopté des politiques économiques neutres ou légèrement récessives, sans impulsion dans l’eurozone. Résultat, aujourd’hui, tout le monde se serre la ceinture en même temps, rendant l’austérité plus “récessive” et donc inefficace.

Lire la suite de l’article sur Le Monde